

## Les expulsions de Congolais s'accroissent avant les élections angolaises

**KINSHASA, 15 août 2008 (AFP) - La vague d'expulsions brutales de Congolais en situation irrégulière en Angola s'accroît, avec plus de 70.000 refoulés en deux mois, à l'approche des élections législatives angolaises du 5 septembre.**



Carte de l'Angola (© AFP/Infographie)

"Près de 72.000 Congolais expulsés ont été enregistrés en juin et juillet", a déclaré jeudi à l'AFP le porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), Christophe Illemassene.

Dès 2003, les autorités angolaises avaient annoncé qu'elles expulseraient les étrangers en situation irrégulière dans la perspective de l'organisation des élections, afin d'éviter que de non-Angolais participent aux scrutins. Il s'agit des premières législatives en Angola depuis la fin d'une guerre civile de 27 ans.

"De décembre 2003 à juillet 2007 environ 140.000 Congolais ont été expulsés par vagues successives", indique le dernier rapport de OCHA publié fin juillet.

"Environ 150.000 personnes de plus pourraient être concernées", prévient OCHA dans son rapport. Le Bureau de l'ONU dit craindre une "accélération des expulsions au fur et à mesure que les élections approchent" en Angola.

Les expulsés entrent en RDC par différents points dans toutes les provinces frontalières: Bandundu (sud-ouest), Bas-congo (ouest), Kasai-occidental et Kasai-oriental (centre), Katanga (sud-est).

Ils sont dépouillés de leurs biens et dans un état d'extrême vulnérabilité, selon les organisations non gouvernementales (ONG) sur place.

Le chef de la mission de l'ONU en RDC (Monuc), Alan Doss, s'était déjà dit, fin juin, "préoccupé face à de nombreux rapports sur des violences, notamment sexuelles",

infligées à ces expulsés par les forces de sécurité angolaises.

Au Kasai occidental, plus de 500 femmes (sur un total de 6.263 expulsés du 31 mai au 16 juin) ont déposé plainte pour des violences sexuelles.

Dans la province voisine du Bandundu, le docteur Philémon Sikulisimwa, coordonnateur d'une mission inter-agences, avait affirmé à l'AFP qu'outre les cas de viols, "plus de 2.500 personnes" s'étaient plaintes de "séances corporelles" au cours de fouilles par les policiers angolais jusque dans leurs parties génitales. Ces fouilles visent la recherche d'éventuels diamants que les refoulés peuvent cacher.

La plupart des Congolais pénètrent en Angola dans l'espoir de s'enrichir dans l'exploitation artisanale du diamant.

Les autorités congolaises sont souvent accusées de mollesse et d'indifférence face à ce problème. Il n'existe aucune structure d'accueil du côté congolais.

"Les émigrés congolais sont traqués comme des lapins en Angola alors que curieusement l'inverse est rare", s'exclame ainsi un quotidien congolais pourtant pro-gouvernemental, "L'Avenir".

Le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur s'est défendu en expliquant à l'AFP qu'il était "difficile de les regrouper car la plupart d'entre eux sont hébergés dans des familles d'accueils".

"Nous tenons actuellement des réunions avec des organismes internationaux afin de prendre des dispositions face à l'afflux des expulsés", a ajouté Smith Kabengele selon qui ces "retournés" reviennent vite en Angola.

"Ils sont expulsés et après quelques mois, ils retournent en Angola", explique-t-il.

Beaucoup d'expulsés ont affirmé à Catholic relief services (CRS), une ONG catholique d'aide au développement, qu'ils retournent parce qu'ils peuvent s'enrichir rapidement. "Là-bas, on peut se réveiller pauvre et finir la journée très riche", ont-ils déclaré.

D'autres traversent la frontière car ils ont été chassés de chez eux. Ainsi, les habitants de Kahemba, dans le Bandundu, se sont retrouvés sans terre après un conflit frontalier en juillet 2007 entre les deux pays.

Plus d'un million de Congolais séjournent en Angola, selon le ministère congolais de l'Intérieur.